

RAPPORT

# John Maynard Keynes : entre mysticisme et séduction



RICHARD EBELING \* • Novembre 2012

La crise économique dans laquelle a sombré une partie du monde au cours de ces dernières années, a donné lieu à un renouveau retentissant des idées économiques et des recommandations politiques de l'économiste britannique le plus célèbre du XX<sup>e</sup> siècle, John Maynard Keynes. Cela a surpris tous ceux qui supposaient que la théorie économique keynésienne avait été plus ou moins reléguée, pour reprendre l'expression de Karl Marx, « aux poubelles de l'histoire ».

Après avoir dominé la profession économique durant plus d'un quart de siècle après la Seconde Guerre mondiale, le keynésianisme fut remis en question par diverses « contre-révolutions » en macroéconomie, dès la fin des années 1960 : ne citons que le monétarisme, l'économie de l'offre, la théorie des anticipations rationnelles, ainsi que l'économie autrichienne, notamment après l'attribution du Prix Nobel d'économie à Friedrich Hayek en 1974.

Cependant, ni Keynes ni ses théories n'avaient vraiment disparu. L'économie keynésienne a continué à dominer la façon dont la majorité des économistes pensent, notamment la façon dont ils analysent les fluctuations du niveau d'emploi et de production à l'échelle d'un pays.

## L'aboutissement aux politiques de « gestion de la demande »

La conception contemporaine de la « gestion de la demande » est héritée de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, l'ouvrage le plus célèbre de John Maynard Keynes, publié en 1936. L'impact de ce livre et de son message ne saurait être sous-estimé. Ses deux idées principales sont, d'une part, l'allégation que l'économie de marché serait essentiellement instable et susceptible de générer de longues périodes de chômage et de sous-utilisation des capacités de production, et, d'autre part, la supposition qu'il appartiendrait aux gouvernements d'agir contre ces dépressions économiques, à l'aide des divers outils de politique monétaire et budgétaire à leur disposition. Ces propositions reposent sur la notion que les gestionnaires publics, guidés par la théorie économique élaborée par Keynes, disposeraient des connaissances et

---

\* L'auteur est professeur d'économie à l'Université Northwood et membre du Conseil académique de l'Institut Libéral.

des compétences nécessaires pour y parvenir avec succès.

La capacité de persuasion de Keynes fut décisive dans la propagation de ses idées. Comme l'a exprimé l'économiste américain Leland Yeager, « Keynes a su identifier et formuler ce qui allait attirer l'attention du public : des polémiques virulentes, des passages ironiques, des bribes de doctrine ésotériques et choquantes ». Keynes dégageait une confiance en lui frisant l'arrogance et disposait d'une grande foi en sa propre capacité à influencer l'opinion et les politiques publiques.

L'économiste autrichien Friedrich Hayek, qui connaissait bien Keynes, avait constaté sa « confiance absolue en son pouvoir de jouer avec l'opinion publique tel un grand maître jouant de son instrument de musique ». La dernière fois qu'il vit Keynes au début de l'année 1946, Hayek lui demanda s'il n'était pas inquiet que certains de ses disciples poussaient ses idées trop loin. Keynes lui répondit de ne pas s'inquiéter : si cela devait s'avérer nécessaire, Hayek pourrait « compter sur lui » pour retourner l'opinion publique à nouveau – et il montrait d'un geste rapide de la main à quel point cela lui serait facile. Mais trois mois plus tard il décédait.

Aujourd'hui encore, des économistes respectés avancent que l'interventionnisme macroéconomique de type keynésien serait nécessaire pour contrebalancer l'instabilité supposée de l'économie de marché. L'économiste britannique Robert Skidelsky, auteur d'une biographie de Keynes en trois volumes largement acclamée et, récemment (en 2009), de *Keynes : Le Retour du maître*, en constitue un exemple frappant. Il y a quelques années, le professeur Skidelsky avait soutenu que le capitalisme était miné par l'instabilité inhérente des institutions financières et que « cet éclairage de Keynes sur les causes et conséquences des crises financières demeure extrêmement utile ». Lors de tout ralentissement économique important, l'État devait alors « injecter de l'argent dans l'économie, à la manière de pomper de l'air dans un ballon dégonflé ». Telle est la conception keynésienne de l'économie.

Keynes établit sa réputation de personnalité publique au lendemain de la Première Guerre mondiale. Durant la guerre, il avait travaillé au Trésor britannique. En 1919, il servit comme conseiller de la délégation britannique à Versailles. Cependant, contrarié par l'attitude des Alliés à l'égard de l'Allemagne, à son retour en Grande-Bretagne il rédigea *Les conséquences économiques de la paix*, livre dans lequel il critiquait sévèrement les accords de paix.

En 1923, il publia *La réforme monétaire*, dans lequel il appelait à la fin de l'étalon-or, suggérant de le remplacer par une monnaie fiduciaire nationale. Au milieu des années 1920, il s'opposa fermement au retour de la Grande-Bretagne à l'étalon-or au cours d'avant-guerre. Il avançait que les États devraient bénéficier d'un pouvoir discrétionnaire sur la gestion du système monétaire d'un

pays, afin d'assurer un niveau donné d'emploi, de production et de prix.

En 1930 Keynes publia *Le Traité sur la monnaie*, un ouvrage en deux volumes avec lequel il espérait établir sa réputation en tant que théoricien monétaire majeur de son temps, surpassant l'influent commentateur des politiques économiques qu'il était déjà. Cependant, durant les deux années qui suivirent, certains des économistes les plus éminents de l'époque en publièrent des critiques sanglantes. La plupart soulignaient les sérieuses déficiences des prémisses et du raisonnement avec lesquels Keynes tentait de construire sa théorie sur les relations entre l'épargne, l'investissement, le taux d'intérêt et les niveaux agrégés de production et de prix. Les réfutations les plus dévastatrices émanèrent du jeune Friedrich Hayek dans une critique en deux parties qui parut en 1931 et 1932.

Pour Hayek, Keynes ne semblait comprendre ni la nature d'une économie de marché en général, ni la signification et le rôle du taux d'intérêt dans le maintien d'un équilibre adéquat entre l'épargne et les investissements, à même d'assurer la stabilité de l'économie. La méthode de Keynes, consistant à agréger les offres et les demandes individuelles pour une multitude de biens en un nombre réduit de « totaux » macroéconomiques, empêchait de comprendre véritablement les prix relatifs et les relations de production sur les marchés. « Les agrégats de M. Keynes obscurcissent les mécanismes les plus fondamentaux du développement économique », conclut Hayek.

Keynes consacra les cinq années suivantes à reconstruire son argumentation, qui aboutit à son œuvre la plus influente, la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Keynes y soutint que la Grande Dépression avait été causée par les irrationalités inévitables de l'économie de marché, qui non seulement avaient entraîné un ralentissement économique important, mais nécessitaient des politiques monétaires et budgétaires actives de la part de l'État, afin de restaurer et de maintenir le plein emploi et une utilisation maximale des ressources et des capacités de production. Durant le demi-siècle suivant, les idées de Keynes, telles que présentées dans sa *Théorie générale*, devinrent la pierre angulaire des théories macroéconomiques et des politiques économiques à travers le monde occidental. Elles continuent de dominer les politiques publiques encore aujourd'hui.

## Le « nouveau libéralisme »

Quelles étaient les principes philosophiques et les idées constitutifs des opinions de Keynes à propos de l'économie de marché ? En 1925, il donna une présentation à Cambridge intitulée « Suis-je un libéral ? », dans laquelle il rejette toute idée de se considérer comme conservateur, dans le vocabulaire partisan britannique, car selon lui le conservatisme « ne mène nulle part ; ne satisfait aucun idéal ; ne se conforme à aucun standard intellectuel ; n'est pas même sûr

de préserver le degré de civilisation que nous avons déjà atteint ». Keynes se demande alors s'il devrait adhérer au Parti travailliste. Il concède que celui-ci est « superficiellement plus attractif », mais le rejette également. « Pour commencer c'est un parti de classe, et sa classe n'est pas la mienne », expose-t-il. De plus, il doute de la compétence des dirigeants du parti, considérant qu'il est dominé par des personnes qui « n'ont aucune idée de ce dont elles parlent ».

Ceci amène Keynes à conclure que toutes choses considérées, « le Parti libéral est encore le meilleur instrument du progrès futur – pour autant qu'il ait des dirigeants forts et le bon programme ». Mais le Parti libéral de Grande-Bretagne ne pouvait jouer de rôle positif dans la société, selon lui, qu'à condition d'abandonner « l'individualisme démodé et le laissez-faire », qu'il considérait comme des « fardeaux du passé ». Ce qu'il fallait plutôt, c'était un « nouveau libéralisme » qui reposerait sur « une sagesse nouvelle pour un âge nouveau ». Ce que ceci impliquait, du point de vue de Keynes, était une transition de la liberté économique « à un régime qui viserait délibérément à contrôler et à diriger les forces économiques dans l'intérêt de la justice et de la stabilité sociales ».

Un an plus tard, en 1926, Keynes donna une présentation à Berlin sur « La fin du laissez-faire », dans laquelle il défend qu'« il n'est pas vrai que les individus possèdent une “liberté naturelle” normative dans leurs activités économiques. Il n'y a pas de contrat social conférant des droits perpétuels à ceux qui possèdent ou à ceux qui acquièrent ». Selon Keynes, on ne pouvait pas non plus présumer que les individus poursuivant leur propre intérêt éclairé serviraient le bien commun.

Dans un monde « d'incertitude et d'ignorance » qui résultait parfois en des périodes de chômage, Keynes suggérait que « le remède à ces problèmes est en partie à chercher dans le contrôle délibéré de la monnaie et du crédit par une institution centrale ». Et il croyait qu'« un acte coordonné de jugement intelligent » de l'État était nécessaire afin de déterminer le montant d'épargne de la société et la part de cette épargne dont il fallait permettre qu'elle soit investie sur les marchés et distribuée parmi les « canaux les plus productifs ».

Keynes soutenait également que l'État devait mener une « politique nationale » concernant la taille la plus appropriée de la population du pays, et « ayant choisi une politique, nous devons prendre des mesures afin de la rendre effective ». Keynes proposait de considérer sérieusement une politique eugéniste : « le moment viendra où la communauté dans son ensemble devra prêter attention à la qualité innée ainsi qu'à la quantité de ses futurs membres ».

Ce programme en faveur d'un État activiste et planificateur fait sans doute de Keynes un théoricien confus, mais pas un socialiste ou un communiste au sens strict. D'ailleurs, après une visite en URSS, il publia, en 1925, un essai fortement critique du régime bolchévique. « Pour moi, élevé dans un

environnement libre qui ne fut pas assombri par les horreurs de la religion, la Russie rouge représente trop de choses détestables. Je ne suis pas prêt pour une idéologie qui ne se soucie guère à quel point elle détruit la liberté et la sécurité de la vie de tous les jours de la population, qui utilise délibérément les armes de la persécution, de la destruction et du conflit international. Il est difficile pour un enfant de l'Europe, éduqué, convenable et intelligent, d'y retrouver ses idéaux. »

Mais là où l'URSS avait un avantage par rapport à l'Occident, selon Keynes, c'était dans sa ferveur révolutionnaire quasi-mystique, son romantisme du travailleur ordinaire et sa condamnation de la quête de richesse. En effet, la tentative soviétique d'éradiquer « l'amour de l'argent » constituait, selon Keynes, « une grande innovation ». La société capitaliste, de l'avis de Keynes, devait également se trouver un fondement moral au-delà de « l'amour de l'argent ».

Ainsi, ce que Keynes considérait comme la supériorité de l'URSS sur la société capitaliste était son ascendant moral en opposition à l'individualisme capitaliste. De plus, il était convaincu que « toute technique économique utile » développée en URSS pouvait aisément être greffée à une économie occidentale en suivant son modèle de nouveau libéralisme, « avec autant ou encore plus de succès » qu'en URSS.

Le fait que Keynes se rattachait à un système de « techniques économiques utiles » gérées par l'État devient évident dans la comparaison suivante qu'il fit, également au milieu des années 1920, entre un système de salaires réglementé au nom de « l'équité » entre classes sociales, et des salaires déterminés par le marché, qu'il condamnait comme une « force destructrice » :

« La vérité est que nous nous trouvons à mi-chemin entre deux théories. Une théorie soutient que les salaires devraient être fixés en référence à ce qui est "équitable" et "raisonnable" entre différentes classes. L'autre théorie – la théorie de la force économique irrésistible – est que les salaires devraient être réglés par la pression économique, la "dure réalité", et que notre vaste machine économique devrait s'aligner sur cette course effrénée, en se souciant uniquement de son équilibre dans son ensemble, sans égard des conséquences des changements pour les groupes particuliers ».

Lors de la Grande Dépression, Keynes rejeta une nouvelle fois l'idée d'une solution de marché libre à la hausse du chômage et à la désaffectation de l'industrie, qui s'étaient intensifiés après le krach de 1929. Ses écrits des années 1920 et 1930, proposant son « nouveau libéralisme » et un budget public déficitaire pour « résoudre » la situation, contenaient déjà les prémisses de la révolution keynésienne, qui allait être officiellement inaugurée avec la publication de la *Théorie générale*. Avec les idées contenues dans ce livre, Keynes lançait l'un des plus grands défis du XX<sup>e</sup> siècle à l'économie de marché.

## L'économie keynésienne

La *Théorie générale* fut publiée le 4 février 1936. En substance, elle visait à démontrer qu'une économie de marché, laissée à elle-même, ne contenait pas de mécanisme intrinsèque auto-correcteur pour assurer le retour au « plein emploi » une fois le système économique tombé en récession.

Pour soutenir son approche, Keynes affirmait avoir trouvé une erreur dans la Loi de Say. Nommée d'après l'économiste français du XIX<sup>e</sup> siècle Jean-Baptiste Say, l'idée fondamentale résumée par la Loi de Say est que les individus produisent afin de consommer : un individu produit soit pour consommer lui-même ce qu'il a produit, soit pour le revendre sur le marché afin d'obtenir les moyens d'acquérir ce que d'autres ont à vendre. Ou comme l'a exprimé l'économiste classique David Ricardo, « en produisant, l'être humain devient nécessairement soit le consommateur de ses propres biens, soit l'acquéreur et consommateur des biens produits par autrui. Les produits sont toujours achetés avec d'autres produits ou services ; l'argent n'est qu'un moyen par lequel l'échange transite ».

Keynes avança qu'il n'y avait pas de certitude quant au fait que ceux qui ont vendu des biens ou leurs services sur le marché allaient nécessairement se retourner et dépenser l'entier du montant qu'ils venaient d'obtenir pour acquérir des biens et des services offerts par d'autres. Ainsi, les dépenses totales en biens peuvent être inférieures au revenu total obtenu par la production de ces biens. En conséquence, cela signifie que le total des revenus obtenus par les entreprises vendant des biens peut être inférieur aux coûts consentis pour amener lesdits biens sur le marché. Avec des revenus inférieurs aux coûts, les entrepreneurs n'auraient d'autre choix que de réduire aussi bien la production que le nombre de leurs employés pour minimiser les pertes durant une telle période de « mauvaises affaires ».

Cependant, argumenta Keynes, ceci ne ferait qu'intensifier le problème du chômage et de la baisse de la production. Les travailleurs perdant leur emploi, leurs revenus allaient nécessairement diminuer. Avec moins de revenu disponible, les chômeurs allaient réduire leurs dépenses de consommation. Ce qui résulterait en une nouvelle baisse de la demande de biens et services offerts sur le marché, élargissant le cercle des entreprises voyant leurs revenus diminuer par rapport à leurs coûts de production. Et ceci à son tour déclencherait une nouvelle série de coupes dans la production et l'emploi, entraînant une contraction cumulée de la production et des emplois.

Pourquoi les travailleurs n'accepteraient-ils pas alors de salaires inférieurs, afin de se rendre plus attractifs à la réembauche lorsque la demande chute ? Parce que, estimait Keynes, les travailleurs souffraient de « l'illusion monétaire ». Si les prix des biens et services diminuaient en raison d'une baisse de la

demande des consommateurs, les travailleurs pourraient accepter un salaire nominal moins élevé sans perte de pouvoir d'achat réel (pour autant que la baisse des salaires ne soit, en moyenne, pas plus élevée que la baisse du niveau moyen des prix). Mais les travailleurs, selon Keynes, ne raisonnaient généralement qu'en termes de salaires nominaux et non réels, en termes de pouvoir d'achat sur le marché. Ainsi, ils préféreraient le chômage à une baisse de leur salaire nominal.

Or, si les consommateurs demandent moins de biens et services finaux sur le marché, cela signifie nécessairement qu'ils épargnent davantage. Pourquoi ce revenu non consommé ne serait-il pas tout simplement dépensé dans le recrutement de main d'œuvre et l'acquisition de ressources d'investissements, puisque les épargnants disposent de davantage de ressources à prêter à des emprunteurs potentiels, à un taux d'intérêt plus faible ? La réponse de Keynes fut que les motifs des épargnants et des investisseurs n'étaient pas les mêmes. Les salariés pouvaient très bien épargner davantage et offrir cette épargne aux investisseurs contre intérêt. Mais il n'y avait pas de garantie, selon Keynes, que les entrepreneurs soient disposés à emprunter cette épargne plus élevée et à l'utiliser pour employer de la main d'œuvre et fabriquer des biens pour les vendre dans le futur.

Puisque le futur est incertain et que demain pouvait être très différent d'aujourd'hui, déclarait Keynes, les entrepreneurs succombaient aisément à des vagues imprévisibles d'optimisme et de pessimisme qui augmentaient et diminuaient leur volonté à emprunter et à investir. Une baisse de la demande à consommer aujourd'hui de la part des salariés pouvait certes être motivée par un désir d'accroître leur consommation future, au travers de l'épargne. Mais les entrepreneurs ne pouvaient pas savoir quand dans le futur ces salariés allaient augmenter leur consommation, ni quels biens particuliers seraient demandés ce jour-là.

En vertu de la théorie économique traditionnelle, si pour une raison quelconque une vague de pessimisme économique devait conduire à une baisse de la demande d'emprunts pour investir, les taux d'intérêt baisseraient, ce qui rendrait l'épargne moins attractive. En conséquence, les dépenses de consommation augmenteraient en parallèle. De cette manière, alors même que les dépenses d'investissement diminuent, les dépenses accrues des consommateurs compensent la différence et assurent le « plein emploi » de la main d'œuvre et des ressources de la société.

Mais Keynes n'admettait pas que cela puisse se produire, en raison de ce qu'il appelait la « loi psychologique fondamentale » de la « propension à consommer ». Avec la hausse du revenu, affirmait-il, les dépenses de consommation allaient certes augmenter, mais dans une moindre mesure que la hausse du revenu. Ainsi, avec la hausse progressive des revenus dans le temps,

une part de plus en plus importante des revenus serait épargnée. Dans la *Théorie générale*, Keynes liste toute une série de ce qu'il appelait les facteurs « objectifs » et « subjectifs » dont il pensait qu'ils influençaient les décisions à consommer une part plus ou moins grande du revenu. Du côté « objectif » : des revenus exceptionnels ; un changement du taux d'intérêt ; un changement des prévisions concernant le revenu futur. Du côté « subjectif » : le plaisir, la focalisation sur le présent, la générosité, le mauvais calcul, le faste, l'extravagance. Il se borne à affirmer que les facteurs « objectifs », même le taux d'intérêt, n'ont que peu d'influence sur la part du revenu consommée. Quant aux facteurs « subjectifs », ils seraient fondamentalement constants, étant des « habitudes formées par la race, l'éducation, la convention sociale, la religion, les valeurs morales actuelles, ainsi que le niveau de vie ».

En effet, Keynes aboutit à la conclusion incroyable que puisque les besoins des hommes étaient essentiellement déterminés par leur environnement culturel et social et ne changeaient que très lentement, « plus la consommation pour laquelle nous avons économisé à l'avance est grande, plus il est difficile de trouver davantage de choses pour lesquelles économiser ». Autrement dit, les hommes se retrouvent à court de besoins pour lesquels ils souhaitent que des investissements aient lieu ; les ressources de la société – y compris le travail – menaceraient ainsi de devenir plus importantes que la demande pour leur utilisation productive.

Keynes, en d'autres termes, retourne complètement le concept le plus fondamental de la théorie économique. À la place de besoins et de désirs tendant toujours à dépasser les moyens pour les satisfaire, l'homme serait confronté à un monde « post-rareté », où les moyens à notre disposition seraient plus importants que les fins auxquelles ils peuvent être utilisés. La crise de la société serait donc une crise d'abondance ! Plus nous devenons riches, moins il y aurait de travail à faire, car, selon Keynes, la capacité et les désirs de l'homme à inventer de nouvelles façons d'améliorer sa vie seraient limités. Le problème économique serait donc notre trop grande richesse... Ainsi, le revenu non-dépensé pourrait s'accumuler comme épargne non utilisée et non investie ; et les investissements consentis malgré tout pourrait fluctuer de façon imprévisible à cause ce de que Keynes appelait les « esprits animaux » de la psychologie irrationnelle des entrepreneurs à propos du futur incertain. L'économie de marché, donc, subirait le danger permanent de vagues d'expansions et de récessions, avec de longues périodes de chômage élevé et d'usines inactives. Le problème de la société tiendrait au fait que la population consommait trop peu et, à l'inverse, épargnait trop pour assurer des emplois à tous ceux qui souhaitaient travailler aux salaires nominaux.

Une seule institution pourrait dès lors intervenir et servir de mécanisme stabilisateur pour assurer le plein emploi et une production stable : l'État, par le biais de diverses politiques monétaires et budgétaires activistes. Dans l'esprit de



Keynes, le seul remède était que l'État intervienne et emploie l'épargne inutilisée en la dépensant lui-même, afin de stimuler l'activité d'investissement. La manière dont l'État dépenserait ces fonds empruntés n'aurait aucune importance. Même des « travaux publics d'utilité douteuse », estimait Keynes, seraient utiles : « la construction de pyramides, les tremblements de terre, et même les guerres peuvent servir à accroître la richesse », pour autant qu'ils créent de l'emploi. « Il serait certes préférable de construire des maisons et d'autres biens du même genre, mais si des difficultés politiques ou pratiques s'y opposent, les propositions ci-dessus seraient mieux que rien. »

Selon Keynes, il ne fallait pas compter sur le secteur privé pour maintenir un niveau raisonnable d'investissements. Les incertitudes du futur, comme nous l'avons vu, engendraient des « esprits animaux » chez les entrepreneurs et des vagues imprévisibles d'optimisme et de pessimisme, générant des fluctuations dans le niveau de production et d'emploi. Heureusement, l'État pouvait combler les écarts... De plus, alors que les entrepreneurs étaient sujets à leurs émotions et à une vision à court terme, l'État jouissait de la capacité de calculer calmement, sur le long terme, la vraie valeur des opportunités d'investissement, « sur la base de ce qui est socialement avantageux ».

En effet, Keynes s'attendait à ce que l'État assume « une responsabilité de plus en plus grande dans l'organisation directe des investissements ». À l'avenir, prévoyait-il, « je conçois qu'une socialisation assez complète des investissements s'avérera être le seul moyen d'assurer le plein emploi ». La rentabilité des investissements privés s'amenuisant avec le temps, d'après sa théorie, la société allait vivre « l'euthanasie du rentier » et « l'euthanasie du pouvoir oppresseur du capitaliste » tentant d'exploiter pour son propre profit la rareté du capital. Ce « suicide assisté » des groupes vivant de l'intérêt et des capitalistes ne nécessitait nul soulèvement révolutionnaire. Non, « les mesures nécessaires de socialisation peuvent être introduites progressivement, sans briser les traditions générales de la société ».

Voilà l'essentiel de la théorie économique de Keynes, d'un point de vue scientifique l'une des plus grandes aberrations dans l'histoire des idées.

## Les politiques économiques keynésiennes et leurs conséquences

Dans un discours célèbre, « L'autosuffisance nationale », tenu à Dublin en avril 1933, Keynes renonça par ailleurs à sa conviction antérieure des avantages du libre-échange. Il déclara, « je sympathise avec ceux qui veulent minimiser plutôt qu'avec ceux qui veulent maximiser l'imbrication économique entre les nations. Que les biens soient fabriqués nationalement à chaque fois que c'est raisonnable, pratique et possible ; et surtout, que la finance soit principalement nationale ». Il demeura fidèle au protectionnisme économique dans la *Théorie générale*. Dans l'un des chapitres finaux, il redécouvrit les Mercantilistes des XVII<sup>e</sup>

et XVIII<sup>e</sup> siècles et leurs justifications du contrôle et de la manipulation étatiques du commerce international et des investissements nationaux.

Mais Keynes exprima un autre sentiment dans ce discours de 1933 :

« Nous avons tous notre dada. Ne croyant pas être déjà sauvés, nous aimerions tous pouvoir essayer de travailler à notre salvation. Nous ne voulons pas être à la merci des forces de ce monde élaborant, ou tentant d'élaborer, une forme d'équilibre uniforme selon les principes idéaux du capitalisme de laissez-faire. Nous voulons être nos propres maîtres, et être aussi libres que possibles des interférences du monde extérieur. »

Keynes était donc convaincu qu'on ne pouvait pas compter sur l'économie de marché libre et ouverte pour assurer un niveau d'emploi stable ou le plein emploi. Au lieu de cela, un programme étatique d'interventions monétaires et budgétaires était nécessaire pour assurer la prospérité économique. Si cela devait nécessiter un certain degré de planification étatique, alors Keynes était favorable à cette forme d'ingénierie sociale.

Dans une lettre souvent citée de 1944 à Friedrich Hayek, Keynes mentionne qu'il s'est trouvé en « accord profondément ému » avec les arguments de Hayek dans la *Route de la servitude*. Mais la suite des propos de Keynes dans cette même lettre est moins connue :

« Je devrais dire que ce que nous voulons n'est pas aucune planification, ni même moins de planification, en fait je devrais dire que ce que nous voulons quasi certainement est davantage de planification. Une planification modérée ne pose pas de problème si ceux qui la mettent en pratique ont de bonnes intentions et de bons sentiments, et tiennent compte de l'enjeu moral. Des actions dangereuses peuvent être effectuées sans risque par des personnes ayant les bonnes idées et les bons sentiments, alors qu'elles mèneraient au désastre si elles étaient accomplies par des personnes mal intentionnées ».

Bien entendu, la question demeure : qui détermine quels membres de la société ont les « bonnes » idées et les « bons » sentiments pour être investis du pouvoir et de l'autorité de planifier la vie économique du reste d'entre nous ? Et comment s'assurer qu'un tel pouvoir ne tombera pas entre les mains de ceux qui ont de « mauvaises » idées ? De plus, sur quelle base peut-on supposer que même ceux qui affirment être dotés « de bonnes intentions et de bons sentiments » pourraient posséder les connaissances et les compétences pour planifier un résultat économique désirable pour l'ensemble de la société ?

Pourtant, comme nombre de commentateurs l'ont constaté, Keynes n'avait aucun doute sur sa propre compétence à assumer une telle autorité. Il se considérait supérieur aux autres membres de la société dans pratiquement tous les domaines. Comme l'explique le premier biographe (sympathisant) de Keynes,

Roy Harrod, « il était fortement empreint de l'idée que le gouvernement de Grande-Bretagne était et pouvait rester entre les mains d'une aristocratie intellectuelle, en utilisant la persuasion ». Et comme le remarqua aussi le Keynésien américain Arthur Smithies, « Keynes espérait un monde où les politiques monétaires et budgétaires, menées par des hommes avisés en position d'autorité, pourraient assurer les conditions de la prospérité, de l'équité, de la liberté et même de la paix ».

## L'arrogance de l'ingénieur social

En septembre 1936, John Maynard Keynes préparait une préface à la traduction allemande de sa *Théorie générale*. S'adressant aux économistes allemands, Keynes espérait que sa théorie allait « rencontrer moins de résistance de la part des lecteurs allemands que des Anglais, lorsque je leur présenterai une théorie de l'emploi et de la production dans leur totalité », car les économistes allemands avaient rejeté depuis longtemps les enseignements aussi bien des économistes classiques que de l'école autrichienne. Et, ajoutait Keynes, « si je peux contribuer le moindre morceau au menu complet préparé par les économistes allemands, particulièrement adapté aux conditions allemandes, alors je serai satisfait ».

Quelles étaient ces « conditions allemandes » ? Depuis plus de trois ans, l'Allemagne était sous le règne du régime national-socialiste d'Hitler ; en 1936, les Nazis avaient mis en place leur propre forme de planification centrale quadriennale. Vers la fin de sa préface, Keynes signalait à ses lecteurs allemands :

« La théorie de la production agrégée, qui est l'enjeu de ce livre, peut cependant être adaptée bien plus aisément aux conditions d'un État totalitaire qu'à celles d'une économie de libre concurrence et d'un degré élevé de laissez-faire. Ceci est l'une des raisons qui justifient pourquoi j'appelle ma théorie une théorie générale. Bien que je l'aie, après tout, élaborée en vue des conditions des pays anglo-saxons, où le laissez-faire domine encore, elle demeure néanmoins applicable aux situations où la gestion étatique est plus prononcée. »

Il serait historiquement erroné d'accuser Keynes d'être explicitement un sympathisant nazi ou un défenseur du totalitarisme soviétique ou fasciste. Mais Keynes comprenait clairement que plus le degré de contrôle étatique sur l'économie était élevé, plus l'État pouvait facilement jouer des leviers monétaires et budgétaires pour manipuler les agrégats macroéconomiques de « production totale », d'« emploi total » et le « niveau général des prix et des salaires » dans le but d'orienter l'économie dans son ensemble dans des directions au gré des gouvernants.

Mais sur quelle base morale ou philosophique Keynes se fondait-il pour

croire que des économistes comme lui auraient le droit ou la capacité de gérer ou diriger les interactions économiques d'une multitude de personnes sur le marché ? Keynes expliqua ses propres fondements moraux dans *Deux Mémoires*, un volume publié à titre posthume en 1949, trois ans après sa mort. L'un des mémoires, écrit en 1938, examine la formation de ses « premières croyances », jeune homme dans la vingtaine à l'Université de Cambridge, dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle.

De nombreux jeunes intellectuels de Cambridge, dont lui-même, avaient été influencés par les écrits du philosophe G.E. Moore. Au-delà des arguments de Moore, ce sont les conclusions auxquelles Keynes aboutit à leur lecture qui nous intéressent :

« En effet, de notre avis, l'un des plus grands avantages de la religion de Moore était de rendre la morale superflue. Plus rien n'avait d'importance sinon les états d'esprit, les nôtres et ceux d'autres personnes également, bien sûr, mais surtout les nôtres. Ces états d'esprit n'étaient pas associés à des actions, à des accomplissements ou à des conséquences. Ils consistaient d'états de contemplation et de communion intemporels, passionnés, en grande partie détachés des notions "d'avant" et "d'après" ».

Dans ce contexte, les codes de conduite éthiques ou moraux, traditionnels ou établis, n'ont plus aucune importance :

« Nous avons complètement rejeté la notion d'une responsabilité personnelle nous incombant d'obéir à des règles générales. Nous avons proclamé le droit de juger chaque cas individuel selon sa propre situation, et la sagesse, l'expérience et la maîtrise de soi nécessaires pour le faire avec succès. Ceci constituait une part très importante de notre foi, maintenue avec violence et agressivité. Nous avons entièrement renoncé aux morales coutumières, aux conventions sociales et aux sagesse traditionnelles. Nous étions, pour ainsi dire, au sens strict des immoraux. Nous n'admettions aucune obligation morale, aucune sanction intérieure à se conformer ou à obéir. Devant le ciel nous proclamions être notre propre juge pour notre propre cas. »

Keynes déclara que lui et ses semblables étaient « laissés, dès à présent, à leurs propres sensibilités, motivations et intuitions du Bien ». Plus tard, âgé d'une cinquantaine d'années, en 1938, Keynes nota : « Pour ce qui me concerne, il est trop tard pour changer. Je reste, et resterai toujours, un immoraliste. » Quant à l'ordre social au sein duquel il proclame le droit d'agir d'une telle façon débridée, Keynes estimait que « la civilisation est une fine couche précaire érigée par la personnalité et la volonté d'un petit nombre d'individus, et maintenue par des règles et des conventions passées habilement et préservées avec ruse ».

Sur les questions de politique économique et sociale, deux suppositions guidaient Keynes, et elles remontent également à ses années d'étudiant à

Cambridge du début du XX<sup>e</sup> siècle ; elles sont énoncées clairement dans un article de 1904, « Les Doctrines politiques d'Edmund Burke ». Premièrement, « notre pouvoir de prédiction est si faible, notre connaissance des conséquences éloignées de nos actions si incertaine qu'il est rarement avisé de renoncer à un bénéfice présent pour un avantage douteux dans le futur. Nous ne pouvons jamais en savoir assez pour que le jeu en vaille la chandelle ». Et deuxièmement, « ce que nous devons faire est une question de circonstances. Si le Bien est immuable et distinct, le Devoir change, s'estompe et réapparaît sous de nouveaux aspects et de nouvelles formes ».

À l'inverse de ces incantations, le libéralisme et la théorie des économistes classiques sont fondés sur deux idées fondamentales à propos de l'humanité et de la société. Premièrement, il y a une nature de l'homme invariable qui le rend tel qu'il est ; et si la société doit être harmonieuse, pacifique et prospère, les hommes doivent façonner leurs institutions sociales d'une façon qui aiguille les intérêts personnels des individus vers des débouchés qui profitent non seulement à eux-mêmes, mais également à d'autres au sein de la société. Ils défendent donc les institutions de la propriété privée, de l'échange volontaire et une concurrence pacifique et ouverte. Comme Adam Smith l'a exprimé avec concision, les hommes vivent dans un système de liberté naturelle où chaque individu est libre de poursuivre ses propres objectifs, mais, par le fait de l'échange mutuellement bénéfique, est guidé par une main invisible pour servir les intérêts des autres membres de la société, comme moyen d'améliorer sa propre condition.

Deuxièmement, il est insuffisant, dans tout jugement concernant la désirabilité d'une politique sociale ou économique, de se focaliser uniquement sur ses avantages apparents à court terme. Les lois du marché conduisent toujours à certains effets à long terme dus aux changements de l'offre et de la demande ou aux interventions de l'État dans l'ordre du marché. Ainsi, comme l'a souligné l'économiste français Frédéric Bastiat, il nous appartient de déterminer non seulement « ce qu'on voit » comme résultat d'une politique à court terme, mais aussi de discerner du mieux que nous pouvons « ce qu'on ne voit pas », c'est-à-dire les conséquences à plus long terme de nos actions et de nos politiques.

Il est souhaitable de prendre en considération les conséquences moins immédiates, car les effets à long terme peuvent non seulement rendre caduc le remède que la politique prétendait apporter, mais également rendre la situation encore pire que si rien n'avait été fait. Même si les détails spécifiques du futur demeurent au-delà de nos compétences de prédiction, l'un des usages de l'économie est de nous aider, au moins qualitativement, à anticiper les contours et les formes probables de ce futur, de par notre compréhension des lois du marché.

Les postulats de Keynes nient la sagesse et la perspicacité des libéraux et des économistes classiques. Ils sont biaisés en faveur des avantages et des plaisirs du moment, du court terme, en ignorant les conséquences à plus long terme. Cela conduisit Friedrich Hayek à déplorer en 1941 :

« Je ne peux m'empêcher de voir la focalisation grandissante sur les effets à court terme non seulement comme une grave erreur intellectuelle, mais également comme une trahison du devoir principal de l'économiste, ainsi qu'une grave menace pour notre civilisation. Il était jadis considéré comme devoir et privilège de l'économiste d'étudier et de souligner les effets à long terme, susceptibles d'être invisibles à l'observateur non avisé, et de laisser la préoccupation du court terme à l'homme pratique, qui de toute façon ne voit que ces effets-là et rien d'autre. Il n'est guère surprenant que M. Keynes trouve ses points de vue anticipés par les auteurs mercantilistes et les économistes amateurs ; la préoccupation des phénomènes de surface a toujours marqué la première étape de l'approche scientifique. Ne nous dit-on pas même que « puisqu'à long terme nous sommes tous morts », les politiques économiques devraient être guidées entièrement par des considérations de court terme ? Je crains que ces fidèles du principe *après nous le déluge* obtiendront ce qu'ils attendent plus tôt qu'ils ne l'espéraient. »

Si chaque action et décision de politique devait être décidée dans un contexte de circonstances sans cesse changeantes, comme l'affirmait Keynes, sur quelle base ces décisions seraient-elles prises, et par qui ? Sur la base de « l'état d'esprit » égocentrique des décideurs, sans aucun égard pour les traditions, les coutumes, les codes moraux, les règles et les lois à long terme du marché, la qualité de ces décisions n'étant liée par aucun standard indépendant de « réussite ou conséquence » ? Par des « états de contemplation et de communion intemporels, passionnés, en grande partie détachés des notions "d'avant" et "d'après" » ? Par les « intuitions de ce qu'est le Bien » du décideur lui-même ?

Une telle idéologie se fonde sur le nihilisme. Selon cette conception, l'évolution de la société devrait être laissée entre les mains d'« élus » au-dessus des conventions des masses. Là se trouve la prétention de l'ingénieur social, du philosophe-roi autoproclamé, qui par habileté manipulatrice et par ruse dirige et expérimente sur la société et la multitude d'individus qui la composent. C'est ce qui explique pourquoi Keynes était si enthousiaste de recommander sa « théorie générale » à un lectorat nazi.

## La loi des débouchés de Say

Dans la préface à la *Théorie générale*, Keynes écrit : « La rédaction de ce livre fut pour l'auteur une longue lutte pour échapper aux modes habituels de pensée et d'expression ». Ce que Keynes s'efforçait de fuir, c'était en effet les

fondements même de l'économie.

D'Adam Smith au XVIII<sup>e</sup> siècle aux économistes autrichiens du XX<sup>e</sup> siècle, la science économique s'est développée et a été raffinée à l'étude de l'action humaine et de la logique des choix humains. Après plus de deux siècles, les économistes en sont venus à comprendre plus clairement que rien ne se passe dans « la société » ou sur « le marché » qui ne commence d'abord par les actions et décisions d'individus. En effet, « le marché » n'est rien de plus qu'un terme qui résume le lieu où des multitudes d'individus se rencontrent et interagissent en tant que fournisseurs et consommateurs dans le but de réaliser des gains mutuels par l'échange.

Chaque individu a des buts qu'il aimerait accomplir. Pour y parvenir, il doit recourir à différents moyens, par la production. Mais l'homme découvre que, malheureusement, les moyens à sa disposition sont généralement insuffisants pour satisfaire tous les usages qu'il pourrait en faire. Il est face à la réalité de la rareté. Il est confronté à la nécessité de choisir ; il doit décider quels buts il préfère, puis utiliser les moyens dont il dispose pour accomplir les objectifs les plus désirés, laissant les autres, moins valorisés, inassouvis.

L'individu cherche alors à améliorer sa situation. Il découvre que d'autres font face à la même frustration de désirs inassouvis. Parfois, il découvre que ces personnes ont des biens qu'il apprécie davantage que certaines de ses propres possessions, alors qu'elles-mêmes préfèrent certaines de ses possessions aux leurs. Un gain à l'échange potentiel apparaît, où chaque partie peut améliorer sa situation en échangeant ce qu'elle a pour ce que l'autre partie possède.

Mais quelle quantité d'une chose sera échangée contre l'autre bien ? Cela sera déterminé par le marchandage des deux parties à l'échange, sur le marché. Finalement, ils se mettront d'accord sur les termes de l'échange, et établiront un prix auquel ils échangeront une chose contre une autre : tant de pommes pour tant de poires, tant de blé pour tant de viande, tant de paires de chaussures pour un costume.

Le commerce devient un événement régulier par lequel les hommes améliorent leur condition par le processus d'achat et de vente. Appréciant la valeur de ces opportunités d'échange, les individus commencent à spécialiser leurs activités productives et créent un système de division du travail. Dans ce monde d'échanges croissants, chacun tente alors de trouver une niche où il jouit d'un avantage comparatif de production par rapport à ses partenaires commerciaux. Alors que le marché s'étend, une concurrence accrue apparaît entre acheteurs et vendeurs, chacun tentant d'obtenir la meilleure affaire en tant que producteur et en tant que consommateur. Les prix auxquels les biens sont échangés en viennent de plus en plus à refléter les offres concurrentes de nombreux acheteurs et vendeurs sur le marché.

Plus le réseau d'échanges est complexe, plus le troc direct des biens devient difficile. Plutôt que d'être déçus en ne trouvant pas directement les partenaires commerciaux qui veulent les biens spécifiques qu'ils proposent à la vente, les individus commencent à utiliser un certain produit courant comme moyen d'échange. Ils échangent d'abord ce qu'ils ont produit pour ce bien donné, puis utilisent celui-ci pour acheter auprès d'autres vendeurs les biens qu'ils désirent vraiment. Lorsque ce produit courant devient largement accepté et utilisé de manière générale par la plupart des participants du marché, sinon de tous, il devient un bien-monnaie.

Il devrait être clair que même si toutes les transactions passent aujourd'hui par la monnaie, ce sont encore et toujours, en fin de compte, des biens qui sont échangés contre d'autres biens. Le cordonnier fabrique des chaussures et les vend contre de l'argent à ceux qui souhaitent être chaussés. Il utilise ensuite l'argent qu'il a obtenu en vendant ses chaussures pour acheter la nourriture qu'il souhaite manger. Mais il ne peut pas acquérir cette nourriture s'il n'a pas d'abord gagné une certaine somme d'argent en vendant une quantité donnée de chaussures sur le marché. Au final, son offre de chaussures a été son moyen de pouvoir demander une certaine quantité de nourriture.

Ceci, en substance, est le sens de la Loi de Say. Jean-Baptiste Say l'appelait « la loi des débouchés » : nous ne pouvons pas consommer si nous n'avons pas d'abord produit ; nous ne pouvons rien demander tant que nous n'offrons pas quelque chose en échange. Mais la quantité que d'autres sont disposés à acquérir à partir de notre stock dépend du prix auquel nous leur offrons nos produits. Plus celui-ci est élevé, toutes choses égales par ailleurs, moins les acheteurs seront prêts à en acquérir. Moins nous en vendons, moins nous gagnons d'argent, et moins nous avons de moyens financiers à disposition pour demander et acquérir ce que d'autres offrent. Ainsi, si nous souhaitons vendre tout ce que nous avons choisi de produire, nous devons le proposer au bon prix, c'est-à-dire à un prix suffisamment bas pour que tout ce que nous offrons puisse être liquidé. Proposer nos biens ou nos services à un prix trop élevé par rapport à la demande nous laissera avec une partie de notre offre de biens invendue et une partie de notre potentiel de travail inutilisé.

D'un autre côté, baisser le prix de nos biens ou services va, toutes choses égales par ailleurs, créer une plus grande propension de la part d'autrui de les acheter. En vendant davantage grâce à un ajustement du prix, notre revenu monétaire augmente, et avec lui notre capacité à acquérir ce que d'autres proposent à la vente.

Parfois, même une baisse de prix peut ne pas générer une hausse suffisante de la quantité demandée pour que le revenu augmente. Une baisse du prix peut alors avoir pour résultat une baisse des revenus. Mais ceci est également une loi du marché : ce que nous choisissons d'offrir ne vaut pas plus



que ce que les consommateurs sont disposés à payer pour l'acquérir. C'est une façon pour le marché de signaler que les biens ou les services que nous offrons ne sont en réalité pas très demandés, que les consommateurs valorisent davantage d'autres biens, que nos capacités productives n'ont pas autant de valeur que nous l'espérons dans le créneau particulier que nous avons choisi dans le cadre de la division du travail. En somme, que nous devrions réorienter nos activités productives vers d'autres directions, où la demande est plus grande et nos compétences pourraient être mieux appréciées.

Peut-il arriver que les consommateurs ne dépensent pas tout ce qu'ils ont gagné ? Peut-il arriver qu'une partie des revenus soit « thésaurisée », de sorte qu'il n'y aurait pas de demande plus élevée pour d'autres biens, et donc pas d'opportunité alternative où trouver un emploi rémunéré ? S'agit-il dans ce cas d'une instance où « la demande agrégée » pour les biens en général serait insuffisante pour acquérir toute « l'offre agrégée » de biens et services offerts ?

Les réponses à ces questions avaient déjà été suggérées au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par l'économiste classique anglais John Stuart Mill dans une reformulation perfectionnée de la loi des débouchés de Say. Dans un essai intitulé « De l'influence de la consommation sur la production », Mill expose qu'aussi longtemps qu'il existe des besoins ou des désirs qui n'ont pas encore été satisfaits, il y a davantage de travail à accomplir. Pour autant que les producteurs ajustent leur offre pour répondre à la demande réelle des consommateurs, et pour autant qu'ils vendent leur marchandise à un prix que les consommateurs sont disposés à payer, il n'y a pas lieu d'avoir des ressources ou de la main d'œuvre inutilisées. Ainsi, il ne peut jamais y avoir d'offre globale excessive relativement à la demande globale.

Mais Mill reconnaissait qu'il pouvait y avoir des cas où les individus, pour différentes raisons, choisissent de « thésauriser », ou conserver en liquidités non-dépensées, une part plus importante de leur revenu monétaire qu'ils n'en ont l'habitude. Dans ce cas, défendait Mill, ce qui est « appelé une surabondance générale » de tous les biens constitue en réalité « une surabondance de tous les biens relativement à l'argent ».

En d'autres termes, si nous acceptons que l'argent peut être considéré comme un bien comme un autre sur le marché, avec son offre et sa demande, alors il peut survenir une situation où la demande de monnaie augmente relativement à la demande pour tous les autres biens que l'argent permet d'acquérir. Ceci signifie que tous les autres biens sont dès lors en surplus relatif en comparaison à la demande pour l'argent.

Pour amener ces autres biens offerts sur le marché dans une situation d'équilibre par rapport à leur demande plus faible (vu la demande accrue pour la monnaie et la demande plus faible pour le reste), les prix de bon nombre de ces

autres biens pourraient devoir baisser. Les prix en général, autrement dit, doivent baisser, jusqu'au point où tous les biens et services proposés trouvent des acheteurs. Une flexibilité suffisante des prix, ceux-ci s'ajustant à la demande réelle sur le marché, permet de garantir que tous ceux désirant vendre trouvent acheteur et que tous ceux cherchant à travailler trouvent un emploi. Cela est aussi une loi du marché.

Les économistes libre-échangistes, aussi bien avant qu'après Keynes, n'ont jamais nié que l'économie de marché puisse se retrouver dans une situation où un chômage de masse peut survenir et une part importante de la capacité productive de la société reste inutilisée. Mais si une telle situation devait surgir, ils affirment que sa cause devrait être recherchée du côté d'une défaillance des fournisseurs de biens et de travail à ajuster leurs prix et leurs salaires à ce que les consommateurs sont disposés à payer, en fonction de leur demande pour d'autres biens, y compris pour l'argent. Des prix fixés librement assurent toujours le plein emploi ; ils assurent que les biens offerts sont demandés ; ils garantissent l'harmonie du marché.

Voilà la réalité des lois du marché, à laquelle Keynes tentait si désespérément d'échapper.

## Quelle conception pour l'avenir ?

Une économie de marché dynamique et flexible nécessite un certain nombre d'institutions. La propriété privée est primordiale. Il en va de même d'un système de prix reposant sur le processus concurrentiel de vente et d'achat, aussi bien pour les biens de consommation que pour les facteurs de production. Les prix de marché permettent l'exercice intellectuel du calcul économique, par lequel la valeur et le coût relatifs de tous les biens et services échangés sur le marché peuvent être établis, afin d'assurer leur usage rationnel et efficace.

L'interaction concurrentielle de l'offre et de la demande, la structure des prix relatifs des biens et des ressources, la créativité et l'innovation entrepreneuriales, stimulées par la possibilité de réaliser des profits sur les marchés, ainsi qu'une flexibilité relative dans la mobilité et l'adaptabilité des facteurs de production aux circonstances changeantes : tout cela constitue la base du fonctionnement efficace d'une société libre.

Mais fondamentalement, aucun de ces éléments d'une économie de marché ne peut survivre à long terme sans les principes moraux et philosophiques qui les sous-tendent. Ces principes se trouvent au-delà de l'offre et de la demande. Ils sont fondés, et doivent être fondés, sur une certaine conception de l'humanité, de la condition humaine et de ce qui constitue une bonne société.

L'homme a-t-il droit à sa propre vie, à sa liberté et à sa propriété acquise honnêtement ? Considérons-nous l'homme comme un être rationnel et pensant, capable de diriger et de guider sa propre vie ? Les relations humaines doivent-elles être fondées sur le choix volontaire et l'accord mutuel ? Chaque individu doit-il être en mesure de concevoir les projets de sa propre vie et de coordonner ses actions avec celles des autres par le biais d'interactions pacifiques et concurrentielles sur le marché libre ? Allons-nous limiter le rôle de l'État à celui d'assurer le droit de chacun à être protégé de la violence et de la spoliation ?

Ou acceptons-nous la vision de l'homme de Keynes ? Une créature irrationnelle guidée par des « esprits animaux », à laquelle on ne saurait faire confiance pour prendre de bonnes décisions, que ce soit pour le présent ou le futur ; qui a besoin de la gestion et de surveillance paternaliste d'une élite politique activiste ?

La vision qui prévaudra déterminera de façon décisive l'avenir de l'humanité, non seulement pour surmonter les crises économiques à court terme, mais également pour les nombreuses années et décennies à venir.



INSTITUT LIBÉRAL

## Impressum

Institut Libéral  
Place de la Fusterie 7  
1204 Genève, Suisse  
Tél.: +41 (0)22 510 27 90  
Fax: +41 (0)22 510 27 91  
libinst@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur  
[www.libinst.ch](http://www.libinst.ch).

## Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.  
Copyright 2012, Institut Libéral.